

EFFETS CUMULES

Il convient de prendre en compte l'analyse des effets cumulés du projet avec d'autres projets connus, c'est-à-dire ceux qui, lors du dépôt de l'étude d'impact :

- ont fait l'objet d'un document d'incidences au titre de l'article R214-6 et d'une enquête publique,
- ont fait l'objet d'une étude d'impact et pour lesquels un avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement a été rendu public.

Sont exclus :

- les projets ayant fait l'objet d'un arrêté au titre des articles R 214-6 à R 214-31 mentionnant un délai et devenu caduque,
- ceux dont la décision d'autorisation d'approbation ou d'exécution est devenue caduque,
- dont l'enquête publique n'est plus valable
- ainsi que ceux qui ont été officiellement abandonnés par le pétitionnaire ou le maître d'ouvrage.

Selon les informations disponibles sur le site <http://www.fichier-etudesimpact.developpement-durable.gouv.fr>, plusieurs projets nécessitant une étude d'impact sont recensés sur la commune du Cellier et celle de St Mars du Désert.

Commune du Cellier :

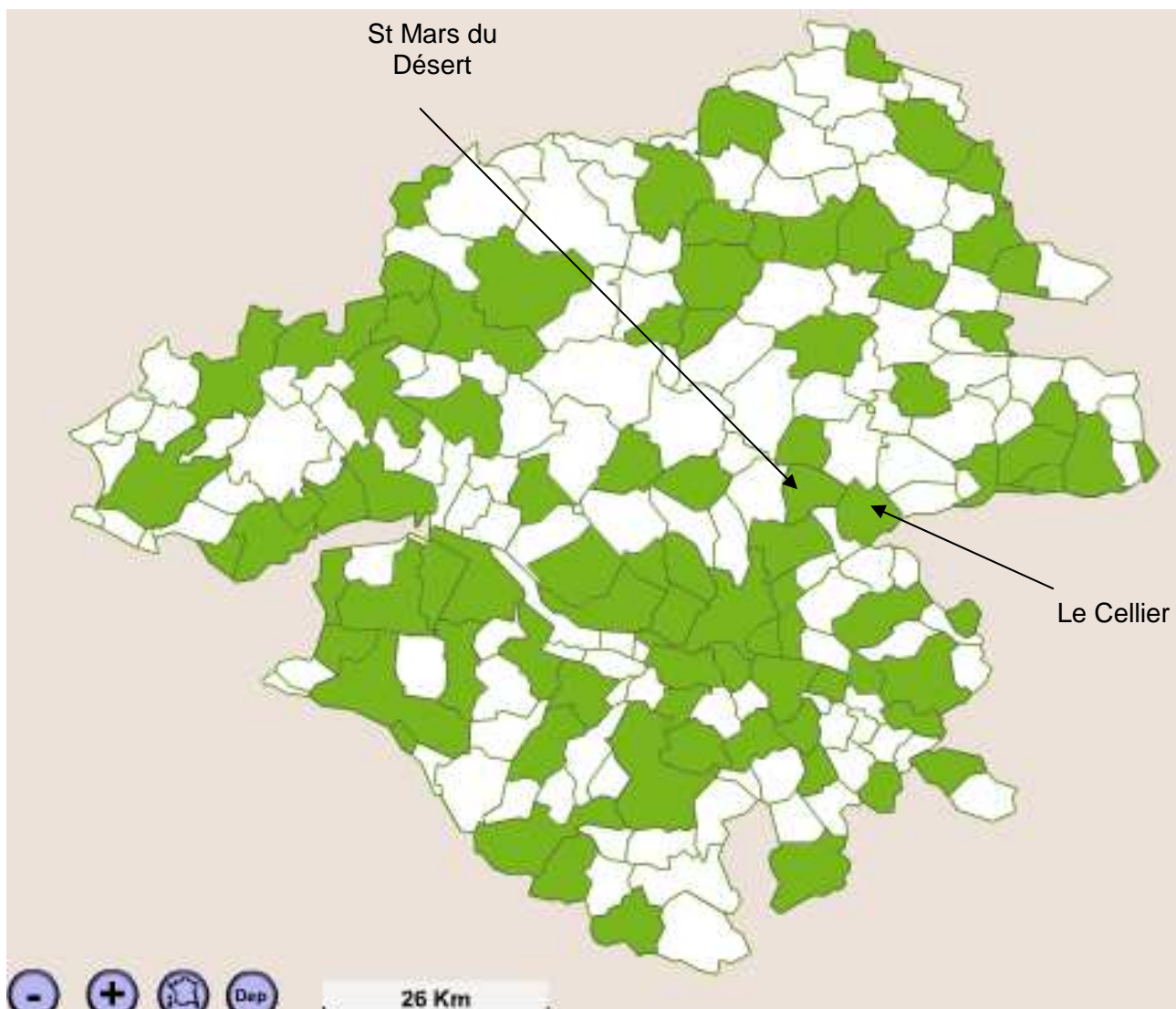
| Date de décision | Nature | Intitulé |
|------------------|--------|---|
| 03-06-2013 | 15 | fabrication de rubans auto aggripants = APLIX |

Commune de St Mars du Désert :

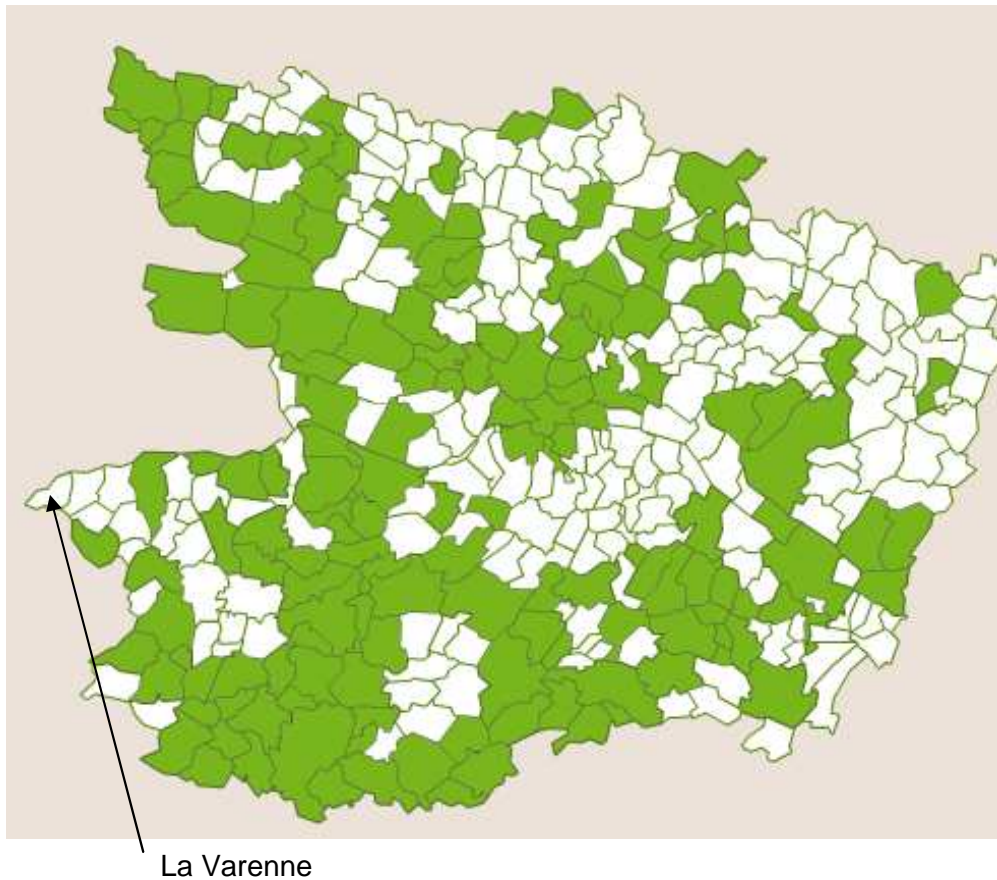
| Date de décision | Nature | Intitulé |
|------------------|--------|--|
| 24-01-2011 | 15 | fabrication d'amendements, de matières fertilisantes et de supports de culture |
| 16-06-2010 | 15 | fabrication de matières fertilisantes et de supports de culture |
| 19-08-2009 | 17 | création d'un réservoir d'eau surélevé de 2 500 m3 |

Le code 15 correspond aux installations classées.

Le code 17 correspond aux réservoirs de stockage d'eau.



La commune du Cellier est située à proximité de la commune de La Varenne, dans le département du **Maine et Loire**, qui ne recense aucune étude, comme le montre la carte ci-dessous.



Compte tenu des dates, des distances par rapport au site APLIX, et la nature de ces projets, il n'y a pas lieu de prendre en compte un cumul des effets.

L'autorité environnementale a émis un seul avis dans le 44 entre 2009 et 2011.

Cela concernait la création d'une voie d'évitement en gare de Chantenay, à Nantes, sur la ligne ferroviaire Nantes / St Nazaire (code : 007505-01).

Etant donné la date de ce projet, le site ne peut avoir aucun impact sur lui.

En 2012, l'autorité environnementale a été consultée pour plusieurs projets dans le 44 :

- sur la dévégétalisation du lit de la Loire entre Ancenis et Nantes. Toutefois, ce projet a été abandonné par la suite,
- amélioration de la fluidité du trafic ferroviaire sur l'axe Nantes-Clisson : pas de liens avec LLT en raison de la localisation,
- pôle d'échange multimodal de Clisson : pas de liens avec LLT en raison de l'éloignement,
- dévégétalisation pour la restauration du lit de la Loire sur le secteur de Nantes Ancenis : pas de lien étant donné qu'il s'agit de la partie amont de la Loire,
- création d'une liaison souterraine de 225000V entre Merlatière (85) et Recouvrance (44) : pas de lien étant donné l'éloignement et la nature des opérations.

En 2013, l'autorité environnementale a été consultée, en Loire Atlantique :

- sur la modernisation des lignes ferroviaires de Nantes-St Gilles Croix et Vie et de Nantes – Pornic ;
- sur le projet d'aménagement du terminal pour conteneurs de Montoir de Bretagne.

En 2014, les avis rendus dans le 44 sont les suivants :

- janvier 2014 : projet de démantèlement de navires sur le port de St Nazaire ;
- juillet 2014 : projet d'aménagement foncier, agricole et forestier de Bouvron, Faye de Bretagne et Blain ;
- septembre 2014 : pôle d'échanges multimodal de la gare Loire et Sillon à Savenay.

Sur l'année 2015, les avis rendus dans le 44 sont les suivants :

- mai 2015 : projet de parc éolien en mer au large de St Nazaire ;
- août 2015 : projet stratégique 2015/2020 du grand port maritime de Nantes St- Nazaire ;
- octobre 2015 : aménagement de la RN 171 en traversée des communes de Trignac et Montoir de Bretagne ;
- octobre 2015 : projet de création de la ZAC Ile de Nantes Sud-Ouest ;
- décembre 2015 : extension de l'atelier de maintenance de la SNCF sur le site de Nantes-Blottereau ;
- décembre 2015 : aménagement de la section Nord du périphérique de l'agglomération nantaise.

Sur l'année 2016, l'autorité environnementale a rendu plusieurs avis dans le 44 :

- 7 septembre : transfert du marché d'intérêt national (MIN) de Nantes à Rezé ;
- 20 juillet : révision du schéma de cohérence territoriale de Nantes St Nazaire ;
- 6 juillet : aménagement de la ZAC de l'Ile de Nantes Sud-Ouest ;
- 6 juillet : aménagement du site du carnet par le grand port maritime de Nantes ;
- 22 juin : pôle d'échanges multimodal de la gare de Nantes ;
- 4 mai : pôle d'échange multimodal de St Nazaire

Sur l'année 2017, l'autorité environnementale a rendu plusieurs avis dans le 44 :

- 26 avril : contournement ferroviaire des sites industriels de Donges ;
- 13 septembre : rééquilibrage du lit de la Loire en amont de Nantes (pour le 44 et le 49).

Etant donné la nature des dossiers, le projet du site ne peut avoir aucun impact cumulé.